

## Entretien / Guy-Dominique Kennel, président du conseil général 67

## « Notre plan équivaut à 10 000 emplois »

Le conseil général du Bas-Rhin met la dernière main à un plan de relance de 775 millions d'euros (DNA du 23 janvier) que doit approuver ce matin la commission permanente. Son président Guy-Dominique Kennel explique sa stratégie et son objectif économique.



Guy-Dominique Kennel : « Notre pari est de ne pas augmenter l'emprunt ». (Photo DNA - Laurent Réa)

– DNA : Quel diagnostic posez-vous sur l'économie alsacienne, quel est l'indicateur qui vous tracasse le plus ?

– Guy-Dominique Kennel : Je constate que les clignotants sont tous à l'orange, plutôt l'orange rouge que l'orange vert. Je m'inquiète parce que je constate que les intérimaires ont disparu, que les contrats à durée déterminée ont disparu ou sont en voie de disparaître et que finalement les entreprises sont pour bon nombre au chômage technique et à la veille d'attaquer effectivement la suppression d'un certain nombre d'emplois, c'est-à-dire d'aller littéralement vers le chômage. On est à la veille de cette phase, je crois que c'est à ce moment-là aussi que nous devons avoir une action forte.

**«Les gens n'osent plus et je crois qu'il faut leur redonner confiance»**

– A combien estimez-vous le nombre d'emplois sauvés ou créés par votre plan de relance de 775 millions d'euros ?

– Si on le convertit en emplois, en utilisant les ratios utilisés habituellement, ce plan équivaut à 10 000 emplois, créés ou sauvés globalement. C'est une approche rapide au niveau du bâtiment et des travaux publics.

– Les projets ont parfois bien du mal à se concrétiser, comment surmonter ces freins ?

– L'analyse a été faite. D'abord, il y a l'angoisse, l'anxiété. Les gens n'osent plus et je crois qu'il faut leur redonner confiance. Le deuxième élément est un frein administratif. J'ai demandé à nos services d'analyser les dossiers en trois fois moins de temps qu'ils ne le font habituellement. C'est possible, la preuve on y est arrivé. Ce ne sera pas une analyse superficielle, mais différente en terme d'efficacité.

**«Si on avait voulu mettre toutes les collectivités d'accord, ça ne serait pas sorti avant avril-mai»**

– Quelle part pensez-vous pouvoir dépenser en 2009 ?

– Tout. J'ai demandé aux communes de nous faire remonter l'ensemble des opérations qu'elles envisagent. Il y a environ 250 projets qui sont remontés. Deuxièmement, notre subvention est conditionnée, pour la plupart des dossiers, au démarrage des travaux avant la fin du 1<sup>er</sup> semestre. C'est une nouveauté. Au niveau des entreprises, elles sont prêtes à réagir. Ce qui nous est favorable, il faut quand même le dire, c'est

aussi le fait que le code des marchés publics a été revu, avec plus de souplesse.

– Pourquoi ne pas avoir fait votre plan en lien avec le Haut-Rhin et la Région ? Est-ce que cela n'aurait pas eu plus de force ?

– Oui et non. Plus de force peut-être pas, plus de volume certainement. Mais regardez : nous sommes mi-février, je souhaite que les travaux démarrent avant l'été. Si on avait voulu mettre toutes les collectivités d'accord, très honnêtement je peux vous dire que ce ne serait pas sorti avant avril-mai. D'autre part, nous avons élaboré ce plan-là au mois de décembre, je n'ai pas attendu le plan de relance de l'État. Il se trouve que l'État fait également un plan de relance, et c'est très bien. Et nous en profitons. Ça nous permet d'amplifier le mouvement.

– Vous avancez une diminution volontariste des délais de paiement, de 30 à 20 jours. Combien cela va-t-il coûter à la collectivité ?

– Beaucoup de travail supplémentaire pour nos agents ! Financièrement, je ne suis pas sûr que cela nous coûtera beaucoup plus. On aura peut-être, en fin d'année, moins de report que ce que nous avons aujourd'hui. Je dois saluer l'effort extraordinaire que je demande à l'ensemble de nos agents pour arriver à comprimer ce délai.

– Vous allez y parvenir ?

– On a mis en place les indicateurs. Il faut dire aussi, par honnêteté, que c'est le délai de traitement au sein de notre maison. A cela se rajoute le traitement du Trésor public, il faut rajouter une bonne dizaine de jours.

– Votre plan fait la part belle au BTP, mais d'autres branches souffrent...

– Je ne fais pas un plan de relance général, je le fais en fonction des compétences du conseil général : les routes et le logement. Si j'investis dans les entreprises de travaux publics, il y a fort à parier que ces dernières vont investir, il y a des machines à acheter, etc. Donc cette injection sert l'ensemble du flux économique.

**«On a dégagé une marge en se serrant la ceinture d'abord puis en supprimant des subventions»**

– L'Alsace est riche, elle a trois agences de développement, sans unité stratégique ni de commandement. Comment remédier à cela alors qu'on est en phase difficile ?

– Bon nombre de solutions sont tout simplement dans la collectivité unique. Ce n'est pas compliqué : il n'y aurait qu'une seule collectivité, il n'y aurait qu'une seule agence pour cette collectivité, pour l'Alsace. Mutualiser, mettre ensemble, avoir une seule collectivité, c'est la réponse. L'évolution des trois structures va se faire, il y aura un rapprochement, et en même temps une stratégie un peu différente.

– Votre plan ne pose-t-il pas un problème de ressources ?

– On a dégagé une marge en se serrant la ceinture d'abord et puis en même temps en supprimant un certain nombre de subventions qui étaient considérées comme des rentes de situation. Je

crois que chacun est obligé de se serrer la ceinture, y compris les associations que nous aidons.

**«Le troisième curseur c'est réduire nos dépenses de fonctionnement»**

– On annonce la fin de la taxe professionnelle. Pensez-vous accroître le recours à l'emprunt pour financer votre plan à trois ans ?

– Justement, le pari est de ne pas augmenter l'emprunt. C'est-à-dire d'en rester au volume que nous avions jusqu'à présent. C'était le pari initial. Ceci étant, si le contexte change... Deuxième élément, la suppression de la taxe professionnelle que vous évoquiez - nous rentrons quand même 180 millions d'euros de TP sur les 357 millions d'euros de fiscalité. Si cette ressource n'est pas remplacée par autre chose, c'est l'équivalent de dix collèges que je ne construis pas !

Il y a, par ailleurs le traitement social, plus de chômeurs, plus de RMI, le RSA, les personnes âgées, les handicapés, etc. Donc, des dépenses en augmentation alors que nos recettes seraient en diminution, je ne sais pas comment faire l'équilibre si ce n'est par deux curseurs. Augmenter l'impôt ou emprunter. Mais l'emprunt, c'est l'impôt de demain. Le troisième curseur, je l'ai déjà activé, c'est réduire nos dépenses de fonctionnement. On peut réduire jusqu'à un certain point, pas au-delà : on a gelé le recrutement depuis que je suis président. Deux postes de direc-

teur viennent même d'être supprimés. Le seul curseur que j'ai aujourd'hui c'est l'emprunt. J'ose espérer que je ne serai pas obligé, d'ici la fin de l'année, de l'activer au-delà de ce qui était prévu, soit dans les 180 millions d'euros. S'agissant de la taxe professionnelle, à titre personnel, je pense qu'une légère augmentation de la CSG, de l'ordre de 0,2 ou 0,3 %, affectée au conseil général permettrait de garantir une recette intéressante.

– Pourquoi avoir choisi la forme d'une commission réunie, non publique, pour faire approuver votre plan...

– Cela permettrait une meilleure réactivité car cela ne nécessite pas, au préalable, la réunion de toutes les commissions. Or, si j'avais voulu faire une séance plénière publique, j'aurais dû réunir d'abord chaque commission, c'est la règle du jeu qui est contraignante. J'aurais au mieux pu faire une réunion au mois de mars. C'est-à-dire qu'on aurait perdu un mois, et je crois qu'un mois, aujourd'hui, c'est décisif.

– L'opposition aura moins d'écho ?

– L'opposition avait réclamé une séance publique, c'est évident, ce à quoi je me suis refusé. Non pas parce que j'ai peur, bien au contraire, on est fier de notre plan de relance. Parce que notre collectivité a su montrer sa réactivité. Dès mon élection j'avais dit que nous allions augmenter nos investissements propres de 10 % sur trois ans. Aucune autre collectivité ne l'a fait tout en baissant son budget de fonctionnement.

Propos recueillis par Antoine Latham

## HAUT-RHIN / 220 M€ D'INVESTISSEMENTS

## Un soutien « renforcé »

Charles Buttner présidera demain une séance plénière extraordinaire pour marquer le soutien du département du Haut-Rhin à l'activité économique. Un « volontarisme » budgétaire dont l'impact est évalué à plus de 710 millions d'euros au profit de l'économie locale.

« Je ne veux leurrer personne », prévient Charles Buttner, le président du Département du Haut-Rhin. En ces temps de récession, il préfère parler du « renforcement du soutien » que sa collectivité apporte à l'activité économique et à la personne plutôt que d'un plan de relance dont l'existence, estime-t-il, est conditionnée par des ressources nouvelles qu'il ne détient pas.

## «Volontarisme»

Le conseil général maintient son rythme d'investissements à hauteur de 220 millions pour 2009. Dans ce chapitre, les investissements directs progressent de 4,9 % pour atteindre 123 M€ : 40 M€ pour les collèges, 54 M€ pour les routes et 11,9 M€ pour les bâtiments.

Le budget de 53,4 M€ alloué à l'économie, à la recherche et au tourisme progresse quant à lui de 14 %. Pour amortir l'effet de la crise sur ses clients, la collectivité entend assurer des délais de paiement à 20 jours en moyenne.

Le niveau d'investissement pour 2009 étant supérieur à la moyenne des trois dernières années, le conseil général du Haut-Rhin peut espérer bénéficier du remboursement anticipé par l'État de la TVA évalué à 13 M€.

Charles Buttner estime que ce « volontarisme » budgétaire générera, par effet de levier, « au minimum » 620 M€ d'investissements au profit de l'économie locale, soit 825 € par habitant. Il évalue par ailleurs l'impact des 700 logements sociaux construits en 2009 avec par l'aide départementale à un chiffre d'affaires global de plus de 91 M€ pour le secteur du bâtiment et des travaux publics.

## RSA: 25 000

Concernant les effets de la crise, le budget de la solidarité progresse de 4,4 % pour atteindre les 288 M€. Dans ce domaine, le conseil général entend mettre rapidement en œuvre le RSA dont devraient bénéficier quelque 25 000 personnes dans le département.

Charles Buttner a enfin souhaité organiser avant l'été des assises départementales de l'économie et de l'emploi. L'objectif est de mobiliser l'ensemble des acteurs économiques et sociaux d'un plan d'actions qui doit préfigurer le second volet du plan de revitalisation économique du Haut-Rhin mis en œuvre de 2005 à 2008.

Franck Buchy